

Laissez venir à moi les petits terroristes...

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 24 août 2021

Quelques jours après la chute de Kaboul, et alors que le départ définitif des troupes américaines du sol d'Afghanistan, prévu pour le 31 août, se précise, la machine migratoire à s'attirer des ennuis se met à nouveau en marche.

Depuis l'aéroport de la capitale, les évacuations s'enchaînent à un rythme soutenu, sous le contrôle des forces présentes sur place – notamment britanniques. Ici, en France, la presse communique à grand bruit sur le « rapatriement » des Afghans. Faut-il donner une utile leçon de vocabulaire ? Les Afghans n'ont pas à être « rapatriés » chez nous pour la simple et bonne raison que la France n'est pas leur patrie. L'assimilation sémantique à la situation des « rapatriés d'Algérie » est un scandale : le million de pieds-noirs et de harkis que nous avons accueillis en 1962 étaient, eux, Français de nationalité et de cœur.

Qu'à cela ne tienne : s'ils ne sont pas « rapatriés », les Afghans qui fuient devant les talibans pourront bénéficier de l'étiquette inattaquable de « migrants », qui vaut tous les passeports, toutes les bénédictions, pontificales comme politiques. Nous sommes donc sommés de leur ouvrir tout grand les bras. Pourtant, plus que jamais, il faut se poser des questions avant de rejouer le couplet de la France éternelle terre d'asile.

Un rapport de l'Office des réfugiés (OFPRA) signale par exemple que les femmes sont ultraminoritaires parmi les réfugiés afghans – 8 %. Ce chiffre est alarmant. S'il est vrai que les femmes sont celles qui ont le plus à craindre de la conquête du pays par les talibans, pourquoi ne peuvent-elles pas fuir ? Et pourquoi les hommes, qui, fuyant un régime soi-disant oppressif et régressif, devraient les protéger, ne s'en préoccupent pas un instant ?

Disons les choses clairement : les « rapatriés », les « migrants afghans » que nous nous apprêtons à accueillir massivement ne sont pas nécessairement tous des combattants de la liberté ou les pauvres victimes de l'islamisme que veulent nous dépeindre les bien-pensants. L'écrasante majorité d'entre eux soutient la charia. La meilleure preuve en est que cinq Afghans, fraîchement accueillis en France, font déjà l'objet d'une surveillance rapprochée pour risque terroriste. Et faut-il rappeler, dans un autre domaine, les atroces faits divers survenus dans les derniers mois, avec des Françaises agressées et violées, pour avoir malencontreusement croisé le chemin de migrants afghans, à Rennes, Pau, à Pontivy, ou encore à Montpellier... ?

D'autres chefs d'Etat ont été plus prudents. Vladimir Poutine – qui sait de quoi il parle, tant son pays a eu de fil à retordre avec la terrible et insoluble question d'Afghanistan – a mis en garde sur le risque de voir affluer dans nos pays « des combattants déguisés en réfugiés ». Sebastian Kurz, le chancelier autrichien, a lui aussi été très clair sur la question : l'Autriche n'accueillera pas de migrants afghans.

Mais la France, elle, fait toujours tout mieux que tout le monde, et n'a probablement pas encore assez goûté aux joies des attentats ou des assassinats perpétrés sur son propre sol par ceux qu'elle accueille.

Ceux qui, à l'image d'Edouard Philippe il y a quelques temps, nous affirmaient que l'urgence n'était pas à l'accueil des chrétiens d'Orient, car leur avenir était en Orient, feraient bien ici d'appliquer la même règle : quoi qu'on en dise, l'avenir des Afghans est en Afghanistan.

François Billot de Lochner